

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Elargissement du service commun de direction du cabinet au poste de chef de Cabinet

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leur direction de cabinet dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Ville a approuvé la création du service commun de direction de cabinet portant sur le seul poste de directeur de Cabinet par sa délibération n°2015/54 du 19 février 2015, suite à avis du CT du 13 février 2015

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de direction de cabinet est géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Il est proposé d'élargir le périmètre de mutualisation au poste de chef de cabinet, sans que cela ne modifie les dispositions définies dans la convention initiale. La nouvelle convention élargie au poste de Chef de Cabinet se substitue ainsi à la précédente, qui n'a pas encore produit d'effet, pour une mise en place à compter du 1er avril 2015.

Le Comité technique de la Ville a été saisi pour avis le 20 mars 2015.

Le Comité technique et l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole ont également été saisis en ce sens.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction de Cabinet au poste de chef de Cabinet dans les conditions susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la convention initialement établie de création d'un service commun de direction de cabinet,
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a series of loops and a final flourish.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015